

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTIÈME SESSION

*Documents officiels*

CINQUIÈME COMMISSION  
30e séance  
tenue le  
mercredi 22 novembre 1995  
à 10 heures  
New York

---

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 30e SÉANCE

Président : M. VILCHEZ ASHER (Nicaragua)  
(Vice-Président)

Président du Comité consultatif pour les questions  
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RÉGIME COMMUN DES NATIONS UNIES (suite)

ORGANISATION DES TRAVAUX

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE  
A/C.5/50/SR.30  
30 novembre 1995

ORIGINAL : FRANÇAIS



La séance est ouverte à 10 h 15.

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RÉGIME COMMUN DES NATIONS UNIES (suite) (A/50/30; A/C.5/50/5, A/C.5/50/11, A/C.5/50/23, A/C.5/50/24 et Corr.1 et A/C.5/50/29)

1. M. DESAI (Inde) trouve légitime que l'on attende de la Commission de la fonction publique internationale qu'elle se montre plus efficace alors que l'ensemble du système des Nations Unies est dans une phase de restructuration. À cet égard, la délégation indienne se félicite des mesures prises par la CFPI pour rendre ses méthodes de travail plus transparentes, et espère notamment qu'on améliorera encore la procédure de consultation des organisations et des représentants du personnel mise en place pour établir l'ordre du jour de la Commission. La CFPI devrait aussi tenir des sessions plus courtes, vu la nécessité d'utiliser au mieux les ressources disponibles.

2. Diverses propositions ont été avancées concernant la composition de la CFPI : on a suggéré qu'une partie de ses membres soient élus par les organisations et le personnel, ou que la Commission devienne un mécanisme tripartite (États membres, organisations et personnel). Outre qu'elles changeraient la nature même de la Commission, de telles modifications nuiraient à l'exigence d'impartialité et d'indépendance que lui impose l'article 6 de son statut. Pour s'acquitter au mieux de sa mission, la Commission doit être composée de représentants élus parmi l'ensemble des États Membres de l'ONU mais siégeant à titre individuel, comme c'est actuellement le cas.

3. Pour ce qui est du fond du rapport présenté par la CFPI (A/50/30), la délégation indienne estime comme d'autres que l'application du principe Noblemaire n'a, en dernière analyse, pas d'autre finalité que de permettre de déterminer si le barème des traitements des fonctionnaires des Nations Unies reste compétitif. Dans cette optique, il serait vain de chercher à identifier systématiquement la fonction publique nationale la mieux rémunérée car on risquerait ainsi de se voir amené à d'incessantes révisions porteuses de confusion. Les traitements des fonctionnaires américains restant grosso modo parmi les plus élevés, l'Inde est favorable au maintien du système actuel, moyennant quelques ajustements. Au demeurant, la CFPI devrait continuer à examiner régulièrement les autres barèmes de façon à s'assurer que l'écart entre les traitements des fonctionnaires des Nations Unies et ceux des personnels des fonctions publiques nationales les mieux rémunérées reste raisonnable; si cet écart devenait trop grand, la Commission devrait le signaler aux États Membres.

4. La vraie question est de savoir si les rémunérations offertes par les organisations appliquant le régime commun sont suffisantes pour attirer les personnes ayant les compétences voulues. Le Secrétaire général a déclaré sans ambages que les organismes du système des Nations Unies n'étaient plus compétitifs par rapport aux autres organisations internationales, point de vue que partage la CFPI. Celle-ci a proposé de revoir la méthode appliquée pour déterminer les barèmes du régime commun sur la base de ceux de l'Administration fédérale des États-Unis. Bien qu'elle souhaite quelques éclaircissements quant aux raisons, notamment techniques, des modifications proposées, l'Inde fait

/...



siennes les recommandations de la Commission, déjà entérinées par le Secrétaire général, qui tendent à augmenter la rémunération nette de 9,2 % pour l'exercice biennal 1996-1997.

5. Dans l'ensemble, l'Inde est favorable à une augmentation des traitements, malgré les contraintes imposées par la crise financière. Le coût d'une telle mesure se chiffrera à 38,8 millions de dollars pour l'exercice 1996-1997, montant raisonnable si l'on veut que les fonctionnaires des Nations Unies continuent de satisfaire aux critères de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies. Qui plus est, on ne pourra obtenir une productivité plus grande sans mettre un terme à la dégradation des conditions d'emploi. Encore faut-il, pour cela, que les États Membres commencent par s'engager à fournir à l'ONU les fonds supplémentaires nécessaires, car l'Organisation ne pourra honorer de nouvelles obligations financières sur la base des ressources budgétaires existantes.

6. M. ATIYANTO (Indonésie) dit que son pays accorde la plus grande importance à la nécessité de renforcer l'efficacité et la productivité de l'ONU afin que celle-ci s'acquitte au mieux de sa mission. À cet égard, comme l'a souligné le Secrétaire général, la priorité absolue doit être de doter l'Organisation des ressources humaines et financières dont elle a besoin pour mener à bien les tâches qui lui sont assignées. Parallèlement, il importe de préserver l'unité du régime commun. Enfin, pour que l'Organisation soit véritablement performante, il faut qu'elle puisse recruter et garder à son service des personnes hautement qualifiées, tout en respectant le principe de la répartition géographique équitable. L'Indonésie continuera d'appuyer tous les efforts qui seront faits pour satisfaire à ces trois impératifs.

#### ORGANISATION DES TRAVAUX

7. M. MENKVELD (Pays-Bas) rappelle qu'il avait été décidé que la Commission ne se réunirait pas en séance officielle quand il y aurait moins de huit délégations inscrites sur la liste des orateurs. Il souhaite que l'on s'en tienne à cette règle.

8. Le SECRÉTAIRE répond qu'il ne s'agit pas de remettre en question cette règle, mais bien d'utiliser au mieux les services de conférence mis à la disposition de la Cinquième Commission. En l'occurrence, des consultations officieuses étaient prévues à l'issue de la séance, aussi, plutôt que de reporter à une séance ultérieure les interventions des orateurs inscrits, le Secrétariat a-t-il jugé bon de maintenir la séance. À cet égard, il conviendrait que les délégations facilitent les travaux de la Commission en n'attendant pas la fin du débat sur une question pour s'inscrire sur la liste des orateurs.

La séance est levée à 10 h 35.